

Depuis plusieurs semaines nos administrations se sont lancées dans une campagne pour la promotion de la bientraitance. Etrange phénomène pour un champ d'activité dont l'objectif initial est de soigner, accompagner, éduquer. D'autant que cette campagne est orchestrée par ceux là même qui réduisent les moyens dévolus aux missions.

Promotion de la bientraitance, l'ultime humiliation ?

Promouvoir la bientraitance peut paraître une bonne idée mais pourquoi cibler des personnels dont les professions et les formations mettent la bientraitance au cœur de leurs pré-occupations !

Que l'on soit professionnel-le-s de la filière soignante, que l'on travaille pour les services techniques ou généraux ou administratifs, que l'on travaille dans le secteur sanitaire, social ou médico-social, toutes et tous nous avons conscience que notre tâche a pour objectif, toujours au mieux de nos qualifications, d'apporter bien-être, soulagement et soins aux patient-e-s, aux résident-e-s qui nous sont confié-e-s.

Toutes et tous, appartenons à une communauté qui se veut hospitalière dans tous les sens du terme.

Si l'on considère tous ces facteurs additionnés, la question n'est plus de savoir comment on en arrive là, mais comment il reste encore quelques professionnel-le-s pour résister !

Au quotidien nous sommes encore des centaines de milliers de salarié-e-s publics et privés qui résistons aux mauvaises conditions de travail, à l'usure professionnelle, à la fatigue, parfois au désespoir. Nous ne sommes jamais considéré-e-s pour cette résistance, et c'est presque normal, c'est notre travail, c'est le sens de l'existence nos missions.

De plus en plus d'entre nous, à bout de course, tombent en dépressions parfois de façon dramatique et le suicide devient un problème endémique parmi les personnels hospitaliers sociaux ou médico-sociaux.

Si d'autres glissent vers des pratiques machinales, déshumanisées, et s'il y a des comportements de ce type, (très marginaux), **l'entière responsabilité en revient aux employeurs à travers les conditions de travail dégradées.** C'est lié au fait que les agents se retrouvent trop souvent seul-e-s (le travail en binôme et en équipe est un vrai garde fou) face à des missions de plus en plus lourdes, sans oublier le manque de suivi médical individuel des agents.

Comment en arrive-t-on à une pareille situation ?

- Cumul de fatigue à force d'heures supplémentaires, de plannings chamboulés, d'horaires de travail inhumains comme les plannings en 12 heures qui de plus font disparaître les temps de transmissions multipliant les risques d'erreur.
- Perte de sens du travail aggravée de plus en plus souvent par des cadres de santé ou socio-éducatifs transformé-e-s en managers et dont les injonctions évoluent dans le sens du rendement et de la rentabilité version nouvelle gouvernance.
- Protocoles et formations imposés qui ne laissent plus de place à la réflexion individuelle et collective, à l'initiative et à l'invention.
- Précarités économique et sociale grandissantes ; déqualification, multiplication des CDD, restructurations et mobilité...
- Culture de l'individualisme à travers des procédures d'évaluation et d'individualisation du salaire qui induisent une culture de la concurrence et de la compétition.
- Remise en cause du statut et des conventions collectives



Union
syndicale
Solidaires

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 18 dec 2012



La quasi absence de service de santé au travail de proximité, le manque de prévention et de formation sont de la seule responsabilité de l'employeur et des pouvoirs publics et ces infimes exemples servent à créer une chape de culpabilité sur une immense majorité de celle et ceux qui luttent au quotidien pour, malgré tout, accomplir leur mission.

Rien n'est inéluctable.



Oser dire non à cette humiliation supplémentaire, c'est un commencement pour **dire non** à toutes les autres, pour revendiquer collectivement la reconnaissance et les moyens d'exercer nos missions.

SUD Santé Sociaux Solidaires appelle toutes et tous les salarié-e-s de nos secteurs à **dire non** à cette charte : froissez-la et jetez-la à la poubelle, brûlez-la, piétinez-la si vous avez eu le bonheur de marcher sur une importune déjection canine, ... et dites bien haut et fort à celles et ceux qui vous l'imposent qu'il n'est nul besoin d'un torchon de papier pour avoir conscience de votre valeur et de celle de votre métier.

Et si vous êtes cadre, et pas encore manager, refusez d'être complices de l'injonction paradoxale qui consiste à demander plus avec moins de moyens aux personnels. Ne soyez pas la courroie de transmission de cette suspicion de maltraitance instrumentalisée par ceux-là même qui sont à la base de la maltraitance des personnels et de la dégradation de la qualité nos activités.

Mais il faudra plus !

Refuser la charte est un premier pas. Notre devoir pour ne pas glisser vers la maltraitance institutionnelle passe par :

- des moyens pour soigner, des moyens pour l'hospitalité, des moyens pour accueillir, accompagner et réinsérer, des moyens pour éduquer et prendre soin.
- le retour à des pratiques collectives,

- des équipes pensantes qui savent mieux que les « managers » et autres expert-e-s ce que soigner ou contribuer aux soins veut dire.

La population est consciente de notre utilité et reconnaissante de notre dévouement au quotidien. Les mouvements de colère des personnels sanitaires et sociaux ont toujours eu le soutien et la sympathie du public. Sachons, tant qu'il en est encore temps, nous appuyer dessus.

SUD Santé Sociaux appelle salarié-e-s, associations et syndicats à tout mettre en œuvre pour un mouvement de saine révolte qui s'impose.

Dire non à celles et ceux qui vous expliquent que si vous manquez d'effectif c'est que vous êtes mal organisé-e-s.

Dire non à celles et ceux qui jouent avec votre dévouement pour vous faire revenir de repos pour combler les manques alors que vous êtes déjà épuisé-e-s et hors la loi du temps de travail.

Dire non à celles et ceux qui font de votre collègue un-e concurrent-e et non un soutien.

Il faut en finir avec une politique qui ruine les plus anciennes et les plus nobles des activités humaines : prendre soin, accompagner, éduquer.

Pour SUD Santé Sociaux Solidaires, aujourd'hui le premier devoir des personnels de nos secteurs n'est pas de signer une charte insultante, c'est de revendiquer les moyens de prodiguer un soin, un accompagnement de qualité, c'est imposer un changement de politique dans nos établissements.

